



Communiqué de presse

EMBARGO JUSQU'AU 14 JUIN 2026 (« Ban Live Exports Day ») à 1 h 00

## Près de 50 000 signatures contre le transport d'animaux vers des zones de guerre remises à la Commission européenne

**Metz / Bruxelles / Fribourg-en-Brisgau, le 14 juin 2026** – Alors que le conflit au Proche et Moyen-Orient se prolonge, des milliers d'animaux vivants sont toujours exportés depuis l'Union européenne vers des pays touchés par la guerre. Face à cette situation, près de 50 000 citoyens ont signé une pétition lancée par Welfarm, Animal Welfare Foundation (AWF) et soutenue par Eurogroup for Animals, demandant à la Commission européenne d'intervenir immédiatement pour mettre fin à ces transports. La pétition a été remise à la Commission le 8 juin.



*Cosima Dumont Glansdorff, chargée de campagnes et de plaidoyer chez Welfarm ; Stéphane Boissavy, responsable du Pôle campagnes, plaidoyer et affaires juridiques chez Welfarm ; Enrica Massalin, chargée de projets chez Eurogroup for Animals.*

Les signataires appellent la Commission à demander aux États membres de ne plus délivrer d'autorisation de transport d'animaux vers les régions affectées par le conflit. Leur mobilisation traduit une inquiétude croissante face à la poursuite de ces exportations vers des régions où la guerre fait rage et où les conditions minimales de sécurité sont loin d'être garanties.

« *Les animaux sont les victimes oubliées de cette guerre. Il est irresponsable de continuer à les transporter vers une région où les bombes tombent et où les infrastructures vitales sont détruites* », déclare Maria Boada Saña, vétérinaire et responsable du programme transport maritime des animaux chez AWF.

### **Une guerre qui se prolonge, des exportations qui se poursuivent**



© Animal Welfare Foundation / Tierschutzbund Zürich / Sea Shepherd France

*Chargement d'ovins à bord du « Sidra », dans le port de Carthagène (Espagne). Photo prise en août 2025.*

Depuis la fin du mois de février, lorsque les États-Unis et Israël ont lancé des attaques de grande ampleur contre l'Iran, le conflit s'est transformé en guerre régionale. Frappes de missiles et de drones, opérations militaires et blocus maritimes affectent désormais plusieurs pays du Proche et Moyen-Orient. Les frappes contre les villes et les infrastructures se multiplient, y compris dans les régions côtières et les zones stratégiques telles que les ports.

Malgré cela, des États membres de l'Union européenne continuent d'exporter régulièrement des animaux vivants vers des pays comme Israël ou le Liban.

« *Transporter des animaux vers une zone de guerre les expose à des risques impossibles à maîtriser. Pourtant, le règlement européen protégeant les animaux en cours de transport*

*dispose qu'aucun animal ne doit être transporté s'il risque d'être blessé ou de subir des souffrances inutiles au cours du trajet », souligne Stéphane Boissavy, responsable du Pôle campagnes, plaidoyer et affaires Juridiques de Welfarm.*

### **La Commission européenne renvoie la responsabilité aux États membres**

Aux côtés de 24 ONG partenaires, les deux organisations ont cosigné une lettre ouverte adressée à la Commission européenne par l'intermédiaire de la fédération Eurogroup for Animals. Les organisations lui demandaient de donner instruction aux États membres de suspendre les transports d'animaux vers les zones affectées par le conflit. Cette lettre est restée sans réponse pendant près de deux mois. Les ONG ont donc relancé la Commission en soulignant l'urgence de la situation.

*« Dans sa réponse, particulièrement décevante, la Commission européenne écarte toute suspension des exportations d'animaux vers cette zone de conflit malgré l'instabilité persistante », déplore Susanna Blattner, responsable du programme animaux d'élevage chez Eurogroup for Animals.*

La Commission considère que la législation européenne en vigueur ne permet pas de suspendre ces exportations. Elle a même invité les États membres à aider les exportateurs en leur délivrant, lorsque nécessaire, des certificats permettant aux transports d'être reroutés facilement si des difficultés sont rencontrées en cours de voyage.

*« À un moment où le bien-être des animaux transportés ne peut plus être garanti, faciliter la poursuite de ces exportations envoie un très mauvais signal. La Commission devrait faire prévaloir la protection animale et soutenir la suspension des transports vers les zones de conflit », ajoute Susanna Blattner.*

### **Des transports incompatibles avec la législation européenne**

La législation européenne impose que la sécurité et le bien-être des animaux soient garantis pendant toute la durée du transport. Dans une zone de guerre, cette exigence ne peut être respectée. Bombardements, destructions d'infrastructures, routes coupées ou fermeture de ports constituent autant de risques majeurs pour les animaux transportés.

Le récent naufrage d'un navire de transport de bétail battant pavillon indien au large d'Oman illustre concrètement ces dangers. Selon certains médias, le navire aurait été touché par un missile ou une bombe avant de sombrer avec près de 4 000 moutons et chèvres à son bord. Même s'il ne s'agissait pas d'un navire européen, cet incident met en lumière les risques auxquels sont exposés les navires de transport de bétail européens, leurs équipages et les animaux qu'ils transportent dans cette région.

Suite à la réponse décevante de la Commission, les organisations ont demandé une réunion avec ses services (DG SANTE) afin de remettre la pétition et d'appeler la Commission européenne à :- demander immédiatement aux États membres de mettre fin aux transports d'animaux vers les zones de guerre ;

- Superviser étroitement les transports en cours et veiller à la mise en place de mesures d'urgence adaptées ;

- réévaluer sans délai les procédures d'autorisation des exportations vers les régions présentant un risque élevé.

Welfarm, AWF et Eurogroup for Animals ont été reçues à Bruxelles le 8 juin 2026. Toutefois, si cette discussion a été utile, son issue est restée en deçà des attentes. La Commission a maintenu que le cadre législatif actuel ne lui permettait pas d'agir et que la décision de suspendre ces transports relevait de la responsabilité des États membres.

Cette situation met en lumière les problèmes structurels liés au transport d'animaux vivants. C'est pourquoi les ONG appellent également la Commission à soutenir l'inscription, dans la révision du règlement sur le transport d'animaux vivants, d'une interdiction des exportations d'animaux vivants vers les zones de guerre. Elles lui demandent également de présenter un plan concret pour développer le transport de viande et de carcasses en remplacement du transport d'animaux vivants. Les preuves existent qu'une telle alternative est viable.

Depuis février 2026, plus de 50 transports d'animaux vivants ont quitté des ports européens à destination de la zone de conflit, en Méditerranée orientale ou en mer Rouge. L'immense majorité de ces transports était destinée à Israël, tandis que d'autres cargaisons ont été envoyées vers le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Arabie saoudite ou encore la Somalie.

Le port roumain de Midia est le principal point de départ de ces expéditions. Les autres ports exportateurs sont principalement Raša (Croatie) et Sines (Portugal), mais également Setúbal (Portugal), Koper (Slovénie) et Greenore (Irlande).

Malgré l'instabilité dans la région, les exportations européennes d'animaux vivants vers le Proche et Moyen-Orient se poursuivent donc à un rythme soutenu, y compris vers des destinations présentant des risques particulièrement élevés.

## **Contacts presse**

### **Welfarm**

Stéphane Boissavy, responsable du Pôle campagnes, plaidoyer et affaires juridiques

Cosima Dumont Glansdorff, chargée de campagnes et de plaidoyer

[presse@welfarm.fr](mailto:presse@welfarm.fr)

Tél. : +33 (0)6 32 30 29 46

### **Animal Welfare Foundation**

Tabea von Ow, responsable communication

[presse@animal-welfare-foundation.org](mailto:presse@animal-welfare-foundation.org)

Tél. : +49 761 4787 340

### **Eurogroup for Animals**

Theresa Bonnici, attachée de presse

[t.bonnici@eurogroupforanimals.org](mailto:t.bonnici@eurogroupforanimals.org)